COMMENÇONS PAR LE COMMENCEMENT.

Il est parfois difficile de déterminer qui est le premier de l’œuf et de la poule.

Pour ce qui est de l’investigation intellectuelle dans la construction d’une vie plus vivable, c’est particulièrement le cas. Faut-il changer la société pour changer le gouvernement ou faut-il changer le gouvernement pour changer la société ? Nous sommes en permanence influencés par un existant qui affirme son unicité comme une évidence première alors qu’en fait, il est parfaitement absurde.

Pour tenter d’y arriver, nous allons procéder à rebrousse poil. En effet, ce que nous aimerions vivre, la société dans laquelle nous aimerions nous mouvoir, nous l’imaginons à peu près. Ce serait un système fait de telle sorte que les inégalités trop criardes seraient plus ou moins exclues, une organisation telle que les libertés fondamentales seraient respectées et où la fraternité humaine pourrait effectivement s’épanouir.

Certes. De façon abstraite, on se représente assez bien la chose. Oui, mais dans la pratique, concrètement, comment y arriver ?

Il me semble que pour que dans un pays, ou un groupe de nations, la gestion du monde soit favorable au bien être des individus, le minimum serait que le système d’état qui assume l’organisation de la vie socio économique soit favorable à ce même bien être des individus. Il faut une organisation d’état qui pense premièrement à la population. Il faut un état qui ne commette pas ce que j’ai appelé précédemment « l’erreur fondamentale » Il faut un état qui ne soit pas à la dévotion des grandes entreprises industrielles, commerciales et bancaires internationales, mais au service de la population. Il faut un état qui en toutes circonstances se pose la question unique : Ceci ou cela est-il bon et favorable à la population ? Quand je dis à la population, je devrais même dire : aux populations. En effet, ne considérer que sa propre population locale pourrait conduire à une vision impérialiste en supposant que pour la population « A », il serait bénéfique d’aller asservir la population « B ». Vous savez, c’est comme cette compréhension de la liberté qui s’arrête ou commence celle du voisin. Donc, résumons : Il faut un état qui ait pour seul souci de soutenir l’intérêt des populations ; c'est-à-dire la sienne sans léser les autres.

On pourrait penser que dans la plupart des états dits démocratiques la condition est établie. Du reste, les gouvernements en place s’ingénient à en répandre l’idée. C’est faux. C’est mensonger. Il faudrait, donc, un vrai gouvernement à l’écoute de la population. Pour cela, il faudrait une vraie organisation qui conquière le pouvoir. Quand je dis une organisation, je devrais dire un parti politique, mais ce mot est tellement dévoyé que les gens, rien qu’en l’entendant, développent une réaction épidermique avec érection de la pilosité dorsale. Ce parti, il faudrait pouvoir le désigner de façon à ce que les gens s’y retrouvent pleinement. Or, toutes les appellations ont été perverties par des partis qui après avoir été effectivement, à leur époque, progressistes voire révolutionnaires ont sombré soit dans un gentil consensus conservateur, soit dans une incompétence crasse. En France, la notion de droite et de gauche est, elle-même, complètement dévalorisée. Le parti socialiste qui se dit de gauche et draine ainsi les voix des aspirations populaires est, dans ses intentions et ses projets, un véritable parti de droite qui n’a rien à envier à la droite officielle et qui ne s’en distingue que par son aspect fourbe et honteux. Les partis de droite sont des partis de droite et le PS est un parti de droite honteux. Il a, de plus, complètement dénaturé la notion de socialisme. En France, nous nous trouvons dans cette situation où tous les mots désignant nos espoirs ont été salis et émasculés. Les mots de gauche et socialisme sont enfouis dans un passé lointain et le mot populaire a acquis un fumet de populisme démagogique franchement réactionnaire.

Provisoirement, et faute de mieux, j’appellerai mon projet le parti de la population.

Il faut donc un parti de la population qui se donne comme projet de conquérir le pouvoir gouvernemental.

Comment y parvenir ?

Notre nouveau parti de la population doit impérativement rompre avec tous les partis conservateurs quelle que soit leur appellation. Même pour des raisons tactiques, une alliance ne doit pas être contre nature. Il faut être capable de porter son oriflamme tout seul si nécessaire. Dans un pacte entre le lion et le lapin, même si c’est pour une raison « tactique », c’est toujours le lapin qui se fait bouffer par le lion. Jamais le contraire. En revanche, des rapprochements avec les partis d’extrême gauche ne sont pas à rejeter dans la mesure où des ententes théoriques peuvent être envisagées.

C’est bien beau, tout ça, mais ton parti de la population ne passionnera que quelques individus et tu n’organiseras que ce qu’on appelait autrefois un groupuscule gauchiste.

Non.

Non, parce qu’il faut donner des perspectives claires. Les hommes politiques actuels se contentent de slogans flous et sans contenu : « Votez pour le changement », « Le changement c’est maintenant », « La France qui gagne », « je pense à (tout ce qu’on peut imaginer) », « Travailler plus pour gagner plus » etc. Si en lieu et place de ces brouets et ces galimatias fumeux on annonce une amélioration du niveau de vie par une revalorisation du smic et une diminution des taxes (en attendant leur suppression), si on peut promettre un système de santé plus adapté, si on peut dire une révision de la justice et une réhabilitation de la police, si on peut prétendre promouvoir une école sans injustice sociale, si on envisage des transports moins onéreux avec la gratuité des autoroutes et tout cela avec des projets clairs et financièrement réalistes, il n’y a pas de raisons que la population ne prête pas une oreille attentive et favorable.

Le discours pourrait être simple. Il suffirait de dire : Si vous voulez que vos impôts continuent d’enrichir des actionnaires, votez pour n’importe quel parti traditionnel. Ils l’ont toujours fait et ils continueront de le faire. Mais si vous voulez que vos impôts servent à financer vos besoins en écoles, en hôpitaux, en routes, en culture ou en loisirs, votez pour nous, c'est-à-dire pour vous. Notre mission n’est pas d’enrichir les plus riches mais de subvenir aux besoins de l’immense majorité de la population. Il faudrait être à l’affut de tous les cas ou des cadeaux somptueux sont consentis envers les grandes firmes internationales sous forme de voirie, d’assainissement, d’éclairage public, de dégrèvements sur les impôts et sur le prix de l’énergie et des transports et les dénoncer. Rappeler que, dans ces cas, les économies permises à ces super groupes financiers et industriels, en diminuant leurs frais, augmentent les bénéfices et donc majorent les dividendes, le tout étant payé par la collectivité, c'est-à-dire le contribuable moyen.

On nous parle régulièrement de la nécessité de faire des économies sur le dos des citoyens en ratiocinant sur les salaires et en augmentant les taxes en omettant soigneusement d’imaginer qu’on pourrait aussi économiser sur les largesses distribuées aux magnats du CAC 40 (et quelques autres). La plus riche entreprise française est le pétrolier « Total ». Dans le même temps, on nous affirme sans rire que l’on est obligé d’augmenter le prix de l’essence parce qu’on n’a pas le choix.

Depuis 1981, date de la première arrivée du parti socialiste au pouvoir de la cinquième république, on nous serine que l’époque des projets gouvernementaux en « n » point est révolue. Cela montre bien qu’il ne veut en aucun cas avoir des projets novateurs, qu’il ne veut surtout pas modifier quoi que ce soit, qu’il tient à gérer gentiment et sans accrocs le système capitaliste régnant. Comme son souhait est de ne surtout rien changer, il ne peut pas l’annoncer clairement. Il ne peut pas dire votez pour nous pour que nous ne changions rien. Nous ferons exactement la même chose que ceux que nous voulons remplacer. Alors, il se confine dans des slogans vagues et, le fin du fin, il s’ingénie à tenter de faire croire que ce qui compte, c’est la bouille du candidat. Il dépense une énergie folle à faire croire qu’il faut choisir un candidat, il organise des primaires, il joue ce qu’on a reproché à d’autres : le culte de la personnalité.

Je pense que le parti de la population devrait faire rigoureusement le contraire.

On ne me fera pas croire qu’un parti qui brigue la direction de l’état n’a pas de projets ! Alors, qu’il les dise !

Le parti de la population doit établir un programme en fonction des revendications populaires. Il doit (je dis bien : il doit, parce que c’est, pour lui, un devoir) déterminer à l’avance ce qu’il fera quand il aura accédé au pouvoir. Je ne parle pas d’intentions floues ni de nobles intentions fumeuses mais de dispositions pratiques précises. Du coup, il est bien entendu que certaines dispositions nouvelles prendront un certain temps à se mettre en place, mais que d’autres pourront prendre effet séance tenante. Je ne sais pas, moi, mais, par exemple, au hasard, la gratuité des moyens de transports en commun sur le trajet : domicile travail.

Ces projets, le parti de la population doit aussi les faire connaître largement dans la population. De cette façon, l’électeur aura le choix entre un quelconque gugusse qui cache ses intentions, ne recherche que sa gloire personnelle et une possibilité de népotisme envers ses fidèles valets ou un projet précis. Si la population se sent concernée par le programme qui lui est proposé, si elle se reconnaît en lui, il n’y a pas de raisons pour qu’elle n’y adhère pas.

Il ne faut pas attendre d’être élu pour commencer à réfléchir.

Les fonctions majeures de l’appareil d’état, dans une vision de l’intérêt de la population, sont à refondre totalement. Particulièrement, le parti de la population doit être capable d’annoncer des modifications dans le fonctionnement de la société, le budget de l’état et la fiscalité, l’éducation nationale et la culture (quand je dis la culture, j’inclus dedans les activités physiques et sportives), la justice, la sécurité et la police, la santé, les relations internationales, l’industrie et le commerce, l’agriculture et la pêche, l’information et les médias, les libertés de cultes, et puis, il faut bien en parler parce que c’est un très grave sujet qui demanderait une étude à lui seul, la défense nationale (et, j’aurais tendance à dire : et internationale). Tout est à revoir avec une intention de promouvoir l’intérêt des populations.

Il va de soi que dans cette intention de révolutionner le monde, se cantonner frileusement dans son petit hexagone serait absurde et suicidaire. La nécessité d’avoir des amis un peu partout à travers la planète semble une évidence, ne serait-ce que pour stimuler la pertinence des intentions grâce à une émulation constructive. Ne nous y trompons pas. Tous les hommes de la terre ont, même dans des conditions différentes, à peu près les mêmes aspirations. Une grande concertation avec les autres peuples de la Terre ne pourrait être que constructive. Les réalisations des uns seraient un exemple pour les autres et les suggestions des autres deviendraient des solutions pour les uns.

Vous voyez qu’il y a de quoi faire !

Alors, allons-y, M’sieurs Dames, allons-y ! N’attendons pas paresseusement l’approche de prochaines échéances électorales pour réélire les mêmes.

Et puis, tenez, pour vous aider dans votre recherche, par une sollicitude attendrie à votre endroit, par simple grandeur d’âme et par bonté naturelle, je vais, dans les prochains essais, vous donner mon avis sur les grands thèmes que l’on pourrait aborder. Si mon avis, comme point de départ, peut vous aider à mener, plus loin, mon investigation dans ce qu’il faudrait tenter pour vivre mieux, j’aurai l’impression de ne pas tout à fait perdre mon temps et mon énergie en vain.

HAUT LES CŒURS ? REFLECHISSONS !